

## CEDH, 1er sept. 2022, no 885/12, Safarov c/ Azerbaïdjan

Cette décision, à travers le rappel des compétences des juges européens en matière de contrôle, sanctionne un État pour avoir rejeté une action en contrefaçon de droit d'auteur sur le fondement de l'article 1, protocole numéro 1 à la Convention EDH. Considérant que ce rejet est manifestement déraisonnable au regard de l'approximation dont on fait preuve les juridictions internes dans la rédaction de leur motivation, les juges renforcent l'exigence de motivation prévue à l'article 6 de la Convention EDH tout en protégeant avec autorité le droit d'auteur.

**FAITS :** Un auteur constate qu'une ONG a publié sur un site, sans son autorisation, une version numérique de son livre, qui a été téléchargée 417 fois.

**PROCÉDURE :** L'auteur saisit les tribunaux pour atteinte à ses droits d'auteur. En première instance, le tribunal azéri déboute l'auteur en invoquant l'exception au droit de reproduction prévue par la loi de droit d'auteur en faveur des bibliothèques, des archives et des établissements d'éducation. Selon cette exception, les bibliothèques peuvent réaliser des reproductions sans le consentement de l'auteur, à condition qu'il n'y ait aucune intention lucrative et que le nom de l'auteur et la source soient mentionnés. En appel, la Cour confirme le jugement et se fonde aussi sur l'exception de copie privée et oppose à l'auteur son droit moral de communiquer son œuvre sous toute forme. La Cour suprême s'aligne sur les juges du fond en opposant, en outre, le principe d'épuisement du droit prévu par la loi interne. L'auteur saisit alors la Cour de Strasbourg, en soutenant que ces trois décisions étaient insuffisamment motivées, de sorte que le droit d'auteur soit violé. Ainsi, l'incapacité dont fait preuve l'État quant à la protection du droit d'auteur emporte violation de l'article 1 du protocole numéro 1 à la Convention EDH. Aussi, la violation de l'article 6 de la Convention pour défaut de motivation avait été soulevée par l'auteur.

**PROBLÈME DE DROIT :** Est-il constitutif d'une atteinte portée à la propriété privée et plus particulièrement à la propriété intellectuelle, le fait, pour un État, de laisser une ONG, sans l'autorisation de son auteur, diffuser en format numérique l'intégralité d'un livre ?

**SOLUTION :** La cour répond en plusieurs points. D'abord elle rappelle que le droit d'auteur relève bien du champ d'application de l'article 1 du Protocole 1 de la Convention EDH protégeant la propriété privée. Elle rappelle ensuite que l'État doit protéger le droit de propriété, s'en suit un devoir de garanties procédurales permettant une interprétation correcte de la loi.

En rappelant son champ de compétence, qui se limite à sanctionner les décisions dites « arbitraires ou manifestement déraisonnables », la Cour sanctionne l'interprétation trop extensive de l'exception de copie privée et celle afférant aux bibliothèques. Aussi, elle considère que l'interprétation de l'épuisement des droits concerne la circulation d'exemplaires physiques et non pas numériques. À ce titre, la juridiction interne ne donne pas d'explication à une telle extension, de sorte qu'il y ait une atteinte portée à la propriété intellectuelle. L'auteur se verra alors indemnisé.

## **NOTE :**

### **Sur les exceptions opposées au titulaire des droits d'auteur :**

Dans un premier temps, la Cour de Strasbourg se concentre sur l'exception de copie privée. En précisant, à travers trois points, que l'interprétation faite de cette exception est excessive. Dans un premier temps, elle rappelle que, selon la loi interne, l'exception de copie privée concerne les personnes physiques. Or, dans le cas d'espèce, il s'agit d'une ONG, qui n'est pas une personne physique.

Dans un deuxième temps, elle explique que, cette même exception, nécessite un usage strictement personnel de l'œuvre. Or, en l'espèce, il y a une mise à disposition au public en ligne.

Dans un troisième temps, la Cour précise que la reproduction intégrale de l'œuvre est exclue du champ d'application de l'exception de copie privée.

Quant au motif fondé sur l'exception des bibliothèques, archives et établissements d'éducation, les juges européens considèrent que l'ONG ne bénéficie pas d'un tel statut. A titre subsidiaire, en supposant que l'ONG bénéficie de la qualification de bibliothèque, interprétation entrant dans le champ de compétence des juridictions internes, ces dernières auraient dû justifier l'attribution de ce statut. Raisonnablement difficile à mettre en œuvre car la Cour considère que l'ONG a rendu un livre disponible à un public en ligne, ne se limitant pas aux visiteurs d'un bâtiment de bibliothèque.

La cour de Strasbourg reprend aussi l'argumentation fondée sur l'épuisement des droits. Elle considère que cet épuisement concerne uniquement les exemplaires physiques du livre et non le format numérique. Elle reproche donc aux

juridictions internes l'absence de justification à l'égard de cette interprétation trop extensive. Ainsi, les juges européens considèrent que les motifs rendus par les juridictions en cause ne satisfaisaient pas au respect de l'article 1 du protocole 1 à la Convention EDH, que leurs interprétations sont déraisonnables, et que les droits de l'auteur ont été violés. Pour finir, elle estime qu'en l'égard de ses conclusions sur l'article 1 protocole 1, il n'est pas nécessaire de statuer distinctement sur l'article 6 de la Convention EDH pour défaut de motivation.

### **Sur le renforcement du devoir de motivation :**

Si les juges européens ont considéré que l'interprétation des juridictions internes étaient déraisonnables, c'est notamment à cause de l'absence de justifications. La décision d'espèce n'impose pas un épuisement des droits réservés exclusivement à l'exemplaire physique. Elle reproche plutôt aux juridictions internes de ne pas avoir convenablement justifié leur extension de l'épuisement des droits au format numérique. Comme le rappelle la Cour, son champ d'application est limité. Elle ne doit en aucun cas se substituer aux juridictions internes. Autrement dit, si cette extension eut été convenablement motivée, la solution aurait peut-être été différente. En effet, une interprétation allant au-delà des textes de loi n'est pas nécessairement déraisonnable ou arbitraire.

Pour éviter que ce contrôle n'ait lieu et que les juges européens n'aient à sanctionner les juridictions internes, cette décision encourage les juges à motiver de manière satisfaisante leurs décisions. Ainsi, la Cour de Strasbourg aurait pu, sur le fondement de l'article 6 de la Convention, sanctionner l'incomplétude des motivations des juridictions internes et juger que

l'interprétation du procès équitable était arbitraire ou déraisonnable. Cela avait déjà

été le cas dans un jugement rendu par la même Cour (CEDH, 13 déc. 2011, n° 47974/06, *Barać c/ Montenegro*). Cependant, les juges européens ont préféré se référer à l'article 1 du protocole 1 garantissant la propriété privée et protégeant les droits d'auteur. Cet article,

#### **ARRÊT :**

"CEDH, 5e sect., 1er sept. 2022, n° 885/12, *Safarov c/ Azerbaïdjan*

« 26. The applicant complained of the State's failure to protect his intellectual property interests in relation to the infringement of his copyright on account of the unlawful reproduction and online publication of his book. He relied on Article 1 of Protocol n° 1 to the Convention, which reads as follows :

« Every natural or legal person is entitled to the peaceful enjoyment of his possessions. No one shall be deprived of his possessions except in the public interest and subject to the conditions provided for by law and by the general principles of international law.

The preceding provisions shall not, however, in any way impair the right of a State to enforce such laws as it deems necessary to control the use of property in accordance with the general interest or to secure the payment of taxes or other contributions or penalties. »

[...]

The parties' submissions

28. The applicant argued that by publishing his book online, Irani allowed it to be downloaded by unlimited number of

aux yeux des juges, offre un fondement plus convaincant au contrôle du droit interne et met en avant la protection du droit d'auteur. Ainsi cette décision renforce la protection du droit d'auteur tout en encourageant les juges à motiver au mieux leur décision.

persons. In reply to the Government's submission (see paragraph 29 below), he submitted that even if the defendant did not have any commercial interest, its actions had violated his copyright. He further argued that the domestic decisions had lacked adequate reasoning and were not in accordance with domestic law.

29. The Government submitted that the defendant had placed the applicant's book online in order to enable the "general public to be able to get acquainted with it" and not for "commercial purposes". They argued that the domestic courts' conclusions had been based on a thorough examination of the applicant's submissions, and that he had failed to substantiate the alleged damage caused by unauthorised publication of his book.

The Court's assessment

30. The Court reiterates that protection of intellectual property rights, including the protection of copyright, falls within the scope of Article 1 of Protocol n° 1 (see *Anheuser-Busch Inc. v. Portugal* [GC], n° 73049/01, § 72, ECHR 2007 I, and *SIA AKKA/LAA v. Latvia*, n° 562/05, § 41, 12 July 2016). In the present case, the applicant was the author of the book in question and benefitted from protection of copyright

under domestic law. This fact was never contested by the domestic courts (compare *Balan v. Moldova*, n° 19247/03, § 34, 29 January 2008, and *Kamoy Radyo Televizyon Yayıncılık ve Organizasyon A.Ş. v. Turkey*, n° 19965/06, § 37, 16 April 2019). Therefore, the applicant had a “possession” within the meaning of Article 1 of Protocol n° 1 to the Convention.

31. The Court notes that the reproduction of the applicant's book and its online publication, without his consent, affected his right to peaceful enjoyment of his possessions. The dispute in the present case was between private parties. In this regard, the Court recalls that the State has a positive obligation to take necessary measures to protect the right to property, particularly where there is a direct link between the measures an applicant might legitimately expect from the authorities and his or her effective enjoyment of possessions, even in cases involving litigation between private parties. This positive obligation aims at ensuring in its legal system that property rights are sufficiently protected by law and that adequate remedies are provided whereby the aggrieved party can seek to defend his or her rights, including, where appropriate, by claiming damages in respect of any loss sustained. The required measures can therefore be preventive or remedial. As to possible preventive measures, the margin of appreciation available to the legislature in implementing social and economic policies is a wide one, especially in a situation where the State has to have regard to competing private interests. As regards remedial measures, States are under an obligation to afford judicial procedures that offer the necessary procedural guarantees and therefore enable the domestic courts and tribunals to adjudicate effectively and fairly any disputes between private persons (see

*Kanevska v. Ukraine* (dec.), n° 73944/11, § 45, 17 November 2020, and *Saraç and Others v. Turkey*, n° 23189/09, §§ 70-75, 30 March 2021 and the case-law cited therein). In this connection, the Court's jurisdiction to verify that domestic law has been correctly interpreted and applied is limited and it is not its function to take the place of the national courts. Rather, its role is to ensure that the decisions of those courts are not arbitrary or otherwise manifestly unreasonable (see *Zagrebačka banka d.d. v. Croatia*, n° 39544/05, § 250, 12 December 2013, and *Mindek v. Croatia*, n° 6169/13, §§ 77-78, 30 August 2016).

32. Turning to the facts of the case, the Court observes that the applicant has not claimed that the rights of authors were not sufficiently protected by Azerbaijani law but that the application of the existing law by the courts in his case was unlawful and arbitrary. Under domestic law, as a general rule, authorisation by the author and payment of royalties was required in order to use his or her work (see paragraph 15 above). However, the domestic courts justified the defendant's actions relying mainly on several articles of the Law on Copyright which provided for exceptions to the general rule that reproduction required the author's authorisation (see paragraphs 10 and 12 13 above). The applicant claimed, however, that none of the exceptions applied in the circumstances of his case. The Court notes the following.

33. Article 17.1 of the Law on Copyright provided that the reproduction of a lawfully published work by a physical person, in one copy, was authorised, without the author's consent or payment of royalties, for exclusively personal purposes. However, the defendant in the instant case was a legal person and, as is apparent from the case file, had not used the applicant's book for “exclusively

personal purposes” but had made it available online for an unlimited number of readers. In addition, under Article 17.2 of the Law on Copyright the above-mentioned provision did not apply to reproduction of books in their entirety. The domestic courts had not established at any stage of the proceedings that the applicant's book had not been reproduced in its entirety.

34. Under Article 18 of the Law on Copyright libraries, archives and educational institutions were allowed to reproduce works without authorisation in specific cases. The applicant in his appeal before the domestic courts (see paragraph 11 above) argued that the defendant did not belong to any of these categories. While the Supreme Court did not explicitly elaborate on that argument, it noted that the applicant's book had been published under the library section of the defendant's website and that the purpose had been to provide information on the history of Azerbaijan (see paragraph 13 above). The Government submitted a similar argument, asserting that there was no commercial purpose on the part of the defendant (see paragraph 29 above). The Court observes that while the lack of any commercial purpose was relevant in application of Article 18 of the Law on Copyright, it was not the only element to be taken into account. Even assuming that online services offered by the defendant could be regarded as being covered by the notion of “libraries”, any such interpretation of the relevant provision being incumbent on the domestic courts, they failed to mention which specific case provided for under subparagraphs (a) and (b) of Article 18 of the Law on Copyright could justify the reproduction of the applicant's book without his authorisation. In the Court's view, seeing that the defendant made the applicant's book freely available online and

therefore – practically to a world-wide audience, not to visitors of a library building, elaborate reasoning by the courts was needed to justify the application of Article 18 to the applicant's case.

35. As to Article 15.3 of the Law on Copyright, referred to by the Supreme Court, the Court observes that that provision concerned the rule of exhaustion of right to distribution. As the wording of that provision and Agreed statement concerning Article 6 of the WIPO Copyright Convention suggest (see paragraphs 15 and 23 above), that rule referred to lawfully published and fixed copies of works which were put into circulation by sale as tangible objects. As is apparent from the facts of the present case, while the applicant had published his book and physical copies were available in the book market, nothing suggests that he had ever authorised its reproduction and communication to the public in a digital form. The Supreme Court did not explain why it considered this provision relevant to the circumstances of the present case where the dispute concerned not the distribution of the lawfully published copies of the applicant's book but its reproduction in a new, digital, form and its online publication without his consent.

36. In sum, in the Court's view, the domestic courts failed to provide reasons establishing that the above mentioned provisions of the Law on Copyright, relied on by them, could constitute legal grounds for the situation at hand (compare *Andriy Rudenko v. Ukraine*, n° 35041/05, § 44, 21 December 2010, and *Atima Limited v. Ukraine*, n° 56714/11, § 44, 20 May 2021). The respondent State therefore failed to discharge its positive obligation under Article 1 of Protocol n° 1 to protect intellectual property notably through effective remedial measures.

37. There has accordingly been a violation of Article 1 of Protocol n° 1 to the Convention. »"